

Institutionnalisation renforcée du développement local participatif et de la prestation de services

Renforcer le réseau de développement piloté par la collectivité de l'Afrique francophone

Défi

En réponse aux défis de la pauvreté, de la fragilité et de la faible gouvernance, les gouvernements du Cameroun, de la Guinée et du Sénégal poursuivent une stratégie de décentralisation, qui renforce le contrat social entre l'État et les citoyens. La décentralisation est axée sur l'amélioration de la fourniture de services et d'infrastructures de base, la promotion de l'appropriation locale et l'utilisation plus efficace et plus équitable des ressources. Conformément à leurs cadres de partenariat par pays respectifs, chacun de ces gouvernements a entrepris des projets appliquant une approche de développement piloté par la collectivité afin de promouvoir les processus de développement local participatif. En impliquant plus activement et plus directement les communautés locales, les approches participatives des projets en matière de développement local soutiennent les investissements visant à réduire la pauvreté, permettent d'éviter l'accaparement des ressources par les élites et favorisent la responsabilité et la cohésion sociale.

Bien que les gouvernements aient grandement réussi à fournir des services et à promouvoir une gouvernance ascendante et transparente au niveau des projets, ils ont eu des difficultés à définir comment : i) institutionnaliser les modalités financières et administratives ascendantes ; ii) consolider le renforcement des capacités des autorités locales ; et iii) promouvoir la coordination et l'appropriation des parties prenantes aux différents niveaux de gouvernement. Il est impératif de résoudre ces questions pour obtenir une incidence et un élan durables en faveur de la vision de leur pays en matière de décentralisation. Le défi consistait également à assurer un transfert réussi des compétences vers les collectivités locales ainsi qu'une gestion saine des finances publiques.

Vers une solution

En raison des barrières linguistiques, les gouvernements du Cameroun, de la Guinée et du Sénégal ont un accès limité aux meilleures pratiques internationales en matière de décentralisation. Comme ces pays présentent des contextes et des défis de décentralisation similaires, il a été jugé qu'un échange de connaissances entre ceux-ci constituait une bonne approche. L'échange était particulièrement opportun car les gouvernements cherchaient à institutionnaliser leurs modèles financiers et administratifs ascendants dans le cadre des projets en cours financés par la Banque mondiale (bien qu'avec des niveaux de maturité différents).

L'initiative a débuté par trois vidéoconférences avec les équipes de projet des trois pays, des spécialistes techniques de la Banque mondiale et d'autres partenaires tels que l'Agence française de développement et l'Institut pour l'efficacité de l'État. Ces vidéoconférences couvraient les stratégies opérationnelles des projets et incluaient des discussions techniques approfondies sur l'engagement des citoyens, le transfert fiscal et les besoins en capacités pour les approches relatives au développement piloté par la collectivité ainsi qu'à la centralisation. Ces sujets ont été sélectionnés sur la base des préférences des participants indiquées dans le cadre d'une enquête en ligne menée précédemment. Les trois vidéoconférences ont permis de mener des échanges dynamiques sur la mise en œuvre effective des mécanismes de mobilisation des citoyens et sur les solutions de substitution visant à institutionnaliser les bonnes pratiques.

Les vidéoconférences ont été suivies de visites d'étude entre le Cameroun et la Guinée, ce qui a permis aux deux pays de nouer des liens plus personnels et de se livrer à des discussions politiques et techniques directes et plus approfondies.

Après les visites d'étude, les gouvernements et les équipes de projet ont poursuivi leurs discussions techniques sur le financement axé sur le rendement afin de soutenir davantage cet effort, ainsi que sur la base de données des projets, qui serait institutionnalisée au-delà du projet, et sur le soutien nouvellement élargi aux communes urbaines (puisque le projet précédent se concentrait uniquement sur les communes rurales). Une évaluation des outils et des mécanismes de mobilisation communautaire utilisés dans le cadre des projets ciblés a été préparée

1 PAS DE PAUVRETÉ



© Banque mondiale

pour renforcer davantage la pratique en se basant sur l'expérience de l'Afrique francophone dans l'institutionnalisation des modèles de développement piloté par la collectivité.

Apprendre de l'expérience de chacun en matière de développement piloté par la collectivité a permis aux participants de comprendre les leçons pratiques, les possibilités d'institutionnaliser des modèles ascendants, et l'avancement stratégique d'une vision de décentralisation à long terme. En outre, les participants sont devenus mieux équipés pour introduire des réformes en faveur de l'inclusion sociale des groupes de population vulnérables et défavorisés tels que les populations autochtones, les rapatriés, les réfugiés et les femmes. L'échange a notamment permis au Cameroun de tirer des enseignements de l'utilisation robuste des mécanismes de mobilisation des citoyens par la Guinée ; le Gouvernement camerounais est maintenant désireux de les adapter pour améliorer ses propres processus participatifs. En outre, le Cameroun a reconnu que le recours par la Guinée à la budgétisation participative et aux programmes d'investissement annuels élaborés par la communauté peut s'avérer très efficace pour promouvoir l'appropriation et la responsabilité de la communauté dans la mise en œuvre des plans de développement local.

De même, la Guinée a recensé les moyens d'améliorer l'action visant à renforcer les pratiques participatives et l'institutionnalisation, y compris le renforcement des outils de mobilisation des citoyens. Sur la base des expériences du projet d'appui au programme de développement communautaire au Cameroun, la Guinée a été sensibilisée à l'importance de fournir des infrastructures de soutien de base (par exemple, des ordinateurs, des kits solaires et des motos) aux administrations locales pour une gestion efficace des microprojets communautaires. La Guinée a également été très inspirée par les exemples du Cameroun, où la communauté a élaboré collectivement des solutions autochtones pour répondre aux défis locaux. Par exemple, le manque de financement des administrations locales pour un pont a été résolu par une communauté au Cameroun grâce à la mise en commun des ressources. Ainsi, en renforçant l'appropriation par les communautés et en encourageant l'engagement civique, la Guinée tient à lancer une évaluation et à mettre en œuvre de nouvelles approches programmatiques pour promouvoir des solutions autochtones dans les communautés.

Principaux enseignements tirés :

- Les outils de mobilisation des citoyens tels que la budgétisation participative et le suivi ainsi que l'évaluation participatifs peuvent être très efficaces pour promouvoir l'appropriation et la responsabilité de la communauté dans la mise en œuvre durable des plans

de développement local.

- La planification budgétaire au niveau local doit éclairer la préparation du budget national d'investissement public pour une utilisation plus optimale des ressources nationales.
- Le suivi des dépenses budgétaires locales et les données socio-économiques pertinentes sont des fonctions stratégiques pour parvenir à une meilleure prise de décision politique, à un meilleur rapport coût-efficacité et à une plus grande visibilité afin de faire progresser le programme de décentralisation.
- La qualité des investissements dans le développement local est grandement améliorée par l'implication des ministères de tutelle, des services décentralisés de l'État et des agences techniques concernées dans les processus de planification participative. Cela renforce l'appropriation, la responsabilité et la mobilisation des ressources.
- La promotion de solutions autochtones aux problèmes de développement local peut non seulement permettre de contourner les contraintes budgétaires, mais aussi favoriser l'engagement civique.
- Le renforcement des capacités techniques locales, en particulier des jeunes de la communauté, est essentiel pour soutenir les efforts visant à institutionnaliser le développement local ascendant et la décentralisation.

En s'appuyant sur ce réseau, les gouvernements ont l'intention de continuer à partager les connaissances sur les pratiques de décentralisation participative au moyen de réunions régulières par vidéoconférence organisées à l'intention des praticiens du développement piloté par la collectivité et des équipes de mise en œuvre des projets.

Plusieurs actions concrètes sont déjà en cours. Par exemple, l'équipe de Guinée obtient des budgets spécifiques pour fournir l'infrastructure de base aux administrations locales et mène une évaluation des outils de mobilisation des citoyens. L'équipe camerounaise a organisé un atelier de sensibilisation des parties prenantes aux approches participatives du projet et étudie les moyens d'améliorer la participation des autorités locales, des principaux ministères de tutelle et des agences techniques aux processus de planification participative.

Contact :

Nom : M. Laurent Porte

Titre : Gestionnaire de programme, mécanisme Sud-Sud d'échange d'expériences

Entité : Banque mondiale

Courriel : lporte@worldbank.org

NOM DU PROJET : Institutionnalisation renforcée du développement local participatif et de la prestation de services

PAYS/RÉGIONS : Cameroun, Guinée, Sénégal

SÉLECTIONNÉ PAR : Banque mondiale

CIBLE(S) DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : 1.4, 10.2, 16.7, 17.9

SOUTENU PAR : Mécanisme Sud-Sud de la Banque mondiale

ENTITÉS D'EXÉCUTION : Gouvernement du Cameroun, de la Guinée et du Sénégal, Banque mondiale, Agence française de développement

STATUT DU PROJET : achevé

PÉRIODE DU PROJET : 2017-2018

LIEN URL DE LA PRATIQUE : <https://bit.ly/31m0DuK>